



Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Motion

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 19-MOT-076

Déposé le : 22.01.19

Scanné le : _____

Art. 120 à 126a LGC La motion est une proposition soumise au GC et impliquant pour le CE (ou exceptionnellement une commission parlementaire) d'élaborer et de présenter un projet de loi ou de décret. Elle touche à une compétence propre du GC. Le motionnaire motive sa demande et expose le sens de la législation souhaitée.

La motion peut suivre deux procédures différentes : **(a) le renvoi à l'examen d'une commission.**

- Soit le motionnaire demande expressément, dans son développement écrit, le renvoi direct de la motion à une commission du GC moyennant les signatures d'au moins 20 députés ; dans ce cas, il n'y a pas de débat.

- Soit, lors du développement en plénum et de la discussion, un député ou le CE demande le renvoi à une commission et le GC vote dans ce sens.

(b) la prise en considération immédiate.

- Soit un député ou le CE demande la prise en considération immédiate de la motion et son renvoi au CE.

- Soit l'auteur de la motion demande sa prise en considération immédiate et son renvoi à une commission parlementaire chargée de présenter un projet de loi ou de décret.

Suite au vote du GC, la motion est soit renvoyée au CE, soit à une commission parlementaire, soit classée.

Important : sur proposition d'un député, d'une commission ou du CE, le GC peut, jusqu'à sa prise en considération, transformer la motion en postulat, auquel cas la procédure du postulat s'applique.

Délai de réponse dès le renvoi au CE : une année

Titre de la motion

Aide à la création et maintien des places d'apprentissage

Texte déposé

Le plan de législature du Conseil d'Etat indique une volonté de créer 1000 places d'apprentissages au terme de la législature.

Plusieurs députés sont des acteurs de la formation professionnelle. Ils sont aussi des décideurs en matière de construction ou attribution de mandats selon les marchés publics par leurs fonctions d'élus communaux.

La pérennité et l'avenir de notre formation duale doivent être aidés. Ce n'est pas parce que quelques pays s'interrogent sur le modèle suisse de formation des apprentis qu'il ne faut pas évoluer ou aider les décideurs à faciliter l'intégration des jeunes au monde actif et professionnel.

Ces entreprises ont des difficultés à assurer des places d'apprentissage. Les lois des marchés publics ne favorisent pas suffisamment leur rôle de formateur dans les critères retenus par les procédures d'adjudication actuelles.

Pire, le poids accordé à leurs efforts de transmission du métier n'est pas considéré par les directives. Voici un exemple :

TABLEAU DE NOTATION DES ENTREPRISES FORMATRICES D'APPRENTIS

Attention : cette annexe n'est utilisable que pour des procédures non soumises aux traités internationaux sur les marchés publics !

Correspond à un des éléments d'appréciation de l'annexe Q5
Le poids de cette appréciation ne doit pas dépasser le 5% de l'ensemble des critères

5% pour l'ensemble des critères

d'adjudication de la seule rubrique Q. Soit une paille dans le processus complet d'attribution du mandat.

Si le Guide romand des marchés publics constitue une référence, force est de constater que les cantons possèdent une marge de manœuvre afin de tenter d'influencer certaines adaptations en fonction des dispositions territoriales. Exemple :

Conditions de participation (ann. P) :

Attestation sur l'honneur P1 (exceptions : P2 pour le canton de Genève et P3 pour le canton du Valais).

Il est de notre devoir de trouver une solution pour que les entreprises de formation duale retirent un intérêt à leurs efforts importants d'intégration sociale de nos jeunes.

Les outils légaux sont les lois sur :

La formation professionnelle LFPPr fédérale

La formation professionnelle LVLFPPr vaudoise

La loi sur les marchés publics LMP-VD.

Les lois sur la formation professionnelle n'ont pas de possibilités de contraindre des entreprises pour obtenir et concourir à un marché public.

Elles règlent les dispositions légales permettant de mettre une ou des entreprises au bénéfice d'une autorisation de former. (LFPPr art 20 al 2 et LVLFPPr art 15)

Une marge de manœuvre existe afin d'aider les formateurs dans les procédures d'adjudication lors des marchés publics.

La motion demande la modification de la loi vaudoise sur les marchés publics de l'art 6 al 1 en ajoutant le texte ci-dessous :

Art. 6 Principes généraux ¹

¹ Lors de la passation de marchés, les principes suivants doivent être respectés:

- a. non-discrimination et égalité de traitement de chaque soumissionnaire;
- b. ...
- c. renonciation à des rounds de négociation;
- d. respect des conditions de récusation des personnes concernées;
- e. respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs et aux conditions de travail;
- f. égalité de traitement entre hommes et femmes;
- fbis respect des principes du développement durable;

fbis ^{prime} présentation de l'autorisation de former du soumissionnaire

fter. adjudication au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

g. traitement confidentiel des informations.

h. transparence de la procédure.

En demandant par voie de motion que le Conseil d'Etat modifie la loi ou règlement ou directives des marchés publics, permettant aux soumissionnaires au bénéfice d'autorisation de former des apprentis de voir leurs efforts de pérenniser leurs métiers en augmentant la pondération ou les critères lors de la procédure d'adjudication des mandats.

Commentaire(s)

Conclusions

Développement oral obligatoire (selon art. 120a LGC)

- | | |
|---|-------------------------------------|
| (a) renvoi à une commission avec au moins 20 signatures | <input checked="" type="checkbox"/> |
| (b) renvoi à une commission sans 20 signatures | <input type="checkbox"/> |
| (c) prise en considération immédiate | <input type="checkbox"/> |
| (d) prise en considération immédiate et renvoi à une commission parlementaire | <input type="checkbox"/> |

Nom et prénom de l'auteur :

Lohri Didier

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature :



Signature(s) :

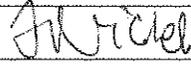
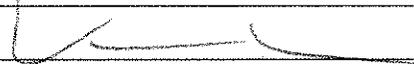
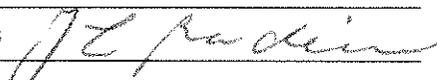
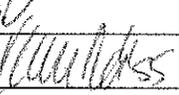
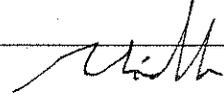
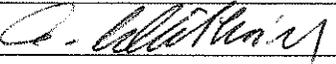
Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin : bulletin.grandconseil@vd.ch

Domin Lohr
Apprentissage

Liste des député-e-s signataires – état au 8 janvier 2019

| | | |
|-----------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| Aminian Taraneh | Cherubini Alberto | Durussel José |
| Aschwanden Sergei | Chevalley Christine | Echenard Cédric |
| Attinger Doepper Claire | Chevalley Jean-Bernard | Epars Olivier |
| Baehler Bech Anne <i>JB</i> | Chevalley Jean-Rémy | Evéquo Séverine |
| Balet Stéphane | Chollet Jean-Luc | Favrod Pierre Alain |
| Baux Céline | Christen Jérôme <i>JB</i> | Ferrari Yves <i>JB</i> |
| Berthoud Alexandre | Christin Dominique-Ella <i>JB</i> | Freymond Isabelle |
| Betschart Anne Sophie | Clerc Aurélien | Freymond Sylvain |
| Bettschart-Narbel Florence | Cornamusaz Philippe | Fuchs Circé <i>JB</i> |
| Bezençon Jean-Luc | Courdesse Régis | Gander Hugues |
| Blanc Mathieu | Cretegny Laurence | Gaudard Guy |
| Bolay Guy-Philippe | Croci Torti Nicolas | Gay Maurice |
| Botteron Anne-Laure | Cuendet Schmidt Muriel | Genton Jean-Marc |
| Bouverat Arnaud | Cuérel Julien <i>JB</i> | Germain Philippe |
| Bovay Alain | Deillon Fabien | Gfeller Olivier |
| Buclin Hadrien | Démétriadès Alexandre | Gardon Jean-Claude |
| Buffat Marc-Olivier | Desarzens Eliane | Glauser Nicolas |
| Butera Sonya | Dessemontet Pierre | Glauser Krug Sabine <i>JB</i> |
| Byrne Garelli Josephine | Devaud Grégory | Glaysre Yann |
| Cachin Jean-François | Develey Daniel | Gross Florence |
| Cardinaux François | Dolivo Jean-Michel | Induni Valérie |
| Carrard Jean-Daniel | Dubois Carole | Jaccard Nathalie <i>JB</i> |
| Carvalho Carine | Dubois Thierry | Jaccoud Jessica |
| Chapuisat Jean-François | Ducommun Philippe | Jaques Vincent |
| Cherbuin Amélie | Dupontet Aline | Jaquier Rémy |

Liste des député-e-s signataires – état au 8 janvier 2019

| | | |
|--|---|---|
| Jobin Philippe | Nicolet Jean-Marc  | Ryf Monique |
| Joly Rebecca  | Paccaud Yves | Schaller Graziella |
| Jungclaus Delarze Susanne | Pahud Yvan  | Schelker Carole |
| Keller Vincent  | Pernoud Pierre André | Schwaar Valérie |
| Labouchère Catherine | Petermann Olivier | Schwab Claude |
| Liniger Philippe | Podio Sylvie | Simonin Patrick |
| Lohri Didier  | Pointet François | Sonnay Eric |
| Luccarini Yvan | Porchet Léonore | Sordet Jean-Marc |
| Luisier Brodard Christelle | Probst Delphine | Stürner Felix |
| Mahaim Raphaël | Radice Jean-Louis  | Suter Nicolas |
| Marion Axel | Rapaz Pierre-Yves  | Thalmann Muriel |
| Masson Stéphane | Räss Etienne | Thuillard Jean-François |
| Matter Claude | Ravenel Yves | Treboux Maurice |
| Mayor Olivier  | Rey-Marion Alette | Trolliet Daniel |
| Meienberger Daniel | Rezso Stéphane | Tschopp Jean |
| Meldem Martine | Richard Claire | van Singer Christian  |
| Melly Serge  | Riesen Werner | Venizelos Vassilis  |
| Meyer Keller Roxanne | Rime Anne-Lise | Volet Pierre |
| Miéville Laurent | Rochat Fernandez Nicolas | Vuillemin Philippe |
| Mischler Maurice  | Romanens Pierre-André | Vuilleumier Marc |
| Mojon Gérard | Romano-Malagrifa Myriam | Wahlen Marion |
| Montangero Stéphane | Roulet-Grin Pierrette | Weissert Cédric |
| Mottier Pierre François | Rubattel Denis | Wüthrich Andreas  |
| Neumann Sarah | Ruch Daniel | Zünd Georges |
| Neyroud Maurice | Rydlo Alexandre | Zwahlen Pierre |